

“Il faut renforcer l’attractivité de l’Indre-et-Loire à tous les niveaux”

Portrait

Priorités, aides aux entreprises, relations avec les différents acteurs économiques, implication dans les grands projets d’aménagement... Marisol Touraine, Présidente du Conseil général d’Indre-et-Loire, explique la stratégie de développement de l’activité économique qui va être conduite par le Département.

Propos recueillis par Mathieu Steward

Touraine éco : Vous exprimez depuis votre élection votre « volonté de favoriser le développement économique » : quelles sont vos priorités ? Et comment attirer de nouvelles entreprises sur notre territoire ?

Marisol Touraine : Le développement d’un territoire est évidemment lié à la création d’emplois. Cela passe par le maintien et la création de services de proximité, par l’aménagement d’infrastructures facilitant l’accès des entreprises, notamment le développement du très haut débit, et par le soutien à la formation et aux contrats aidés. Des partenariats avec l’université sont également indispensables pour permettre à notre département d’anticiper les mutations économiques et technologiques à venir. Il faut à tous les niveaux renforcer l’attractivité de l’Indre-et-Loire pour attirer de nouvelles entreprises et favoriser le développement des commerces de proximité et de l’artisanat.

Vous avez déclaré vouloir rassembler, travailler en concertation avec l’ensemble des acteurs du département : comment cela se traduira-t-il en matière de soutien à l’activité économique ?

Je souhaite que le Conseil général joue pleinement son rôle au côté et en appui de l’ensemble des acteurs économiques du territoire (entreprises, chambres consulaires et collectivités, etc.) pour soutenir leurs initiatives et projets. Nous veillerons attentivement à ce que notre participation

permette la prise en compte des exigences sociales et environnementales qui animent notre travail.

Le tourisme constitue l’un des secteurs clefs de l’économie départementale : quelle sera sa place au sein de vos politiques ?

Le tourisme occupe une place première au sein de mes préoccupations. Nous avons su installer une marque, « Touraine Loire Valley », pour promouvoir notre territoire. Il nous faut maintenant enrichir notre offre touristique pour capter de nouveaux flux, en proposant notamment des offres de loisirs attractives, bien structurées et évidemment conformes à notre identité locale. Notre objectif est de passer de 10 à 12 millions de nuitées par an à l’horizon 2020.

Atout Eco 37 est entré en application début 2011. Qu’attendez-vous de ce nouveau dispositif départemental de soutien à l’économie locale ?

Atout Eco 37, regroupement de trois fonds préexistants, permettra aux acteurs économiques d’accéder plus aisément aux aides que nous accordons. Cinq mois après son lancement, nous travaillons à améliorer la réactivité du Conseil général pour rendre ce dispositif plus efficace. Avec Atout Eco 37, nous nous engageons à participer notamment au financement du très haut débit dans les principales zones économiques du département. Ce dispositif vise également à faciliter l’installation en Indre-et-Loire des PME



Marisol Touraine, Présidente du Conseil général d’Indre-et-Loire

et des entreprises innovantes, à soutenir les territoires défavorisés et à maintenir la vitalité rurale de notre département.

Quelle sera l’implication du Conseil général dans les grands dossiers d’aménagement et de développement d’infrastructures que constituent le bouclage du boulevard périphérique, la Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique, le développement de l’aéroport ou le projet d’A10 bis ?

Le Conseil général s’implique dans tous ces grands dossiers afin de défendre les intérêts des habitants d’Indre-et-Loire. Nous sommes parties prenantes du Syndicat Mixte pour l’Aménagement de l’Aéroport International Tours Val de Loire et avons financé à 60% la boucle Nord-Ouest du boulevard périphérique qui ouvrira entièrement au public fin 2011. Concernant la ligne LGV, je ne peux accepter que le gouvernement nous demande de la financer alors qu’il s’est désintéressé de son impact environnemental et social dans le département.